

Questions orales

M. Clark: Il a peur de l'opinion et du point de vue des Canadiens. Il préfère que les questions canadiennes soient réglées en Grande-Bretagne. Nous voulons que ces questions canadiennes soient réglées ici au Canada.

Pourquoi le premier ministre ne veut-il pas déclencher des élections sur cette question fondamentale pour que nos concitoyens puissent exprimer clairement leur point de vue et pour que nous puissions régler nos questions ici au Canada?

Des voix: Bravo!

● (1425)

M. Trudeau: Le chef de l'opposition parle de leadership et du courage de faire face aux électeurs. Pourquoi n'a-t-il pas le courage de convoquer un congrès d'investiture?

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

MISE AU DÉFI DE DÉCLENCHER DES ÉLECTIONS

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, je m'adresse au très honorable premier ministre. D'après les réponses qu'il a données aujourd'hui, il est évident qu'il se dissimule derrière la majorité qu'il détient à la Chambre. Huit des dix provinces et 64 p. 100 des Canadiens s'opposent à son initiative. Je voudrais savoir, puisqu'il est si brave—et il a dit l'autre jour qu'à ce moment-ci de notre histoire, nous n'avions que faire des lâches—pourquoi ne veut-il pas relever le défi du chef de l'opposition?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, au cours du débat sur la résolution, les députés d'en face nous ont présenté argument sur argument pour nous convaincre que la disposition référendaire était inacceptable.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Laissez le peuple décider.

M. Trudeau: Et ils parlent d'en référer au peuple. Eh bien, le projet renferme des dispositions permettant de consulter la population.

Une voix: Faisons-le maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Madame le Président, je tiens à dire aux députés de l'opposition qu'il y a d'autres moyens que des élections pour se débarrasser de leur chef. Ils n'ont qu'à faire appel à leur courage.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Madame le Président, je m'adresse encore au très honorable premier ministre. Manifestement, les propos qu'a tenus hier à Londres le ministre de la Justice à propos d'élections éventuelles n'étaient que des paroles creuses. Aujourd'hui, le premier ministre nous ressert le même discours creux

et, de toute évidence, c'est à lui que s'appliquent les propos qu'il a tenus lundi quand il a parlé des lâches.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Pourquoi le très honorable premier ministre est-il aussi entêté, pourquoi insiste-t-il pour faire adopter son projet sans le soumettre auparavant aux Canadiens et pourquoi veut-il nous laisser en héritage un pays divisé?

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Madame le Président, le député m'accuse d'être un lâche. Je me demande comment on doit qualifier un parti qui veut que nous fassions le sale boulot à sa place. Pourquoi les conservateurs ne se débarrassent-ils pas de leur chef?

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. La parole est au député d'Oshawa.

Une voix: Quel soulagement!

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Voici le petit croupion rouge.

Mme le Président: A l'ordre.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'IMPOSITION DU CONTRÔLE DES SALAIRES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, il n'y a rien d'aussi noble que le débat constitutionnel pour conférer de la dignité au Parlement.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Je voudrais savoir . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Il y a eu suffisamment de chahut pour aujourd'hui. Tâchons d'y mettre un terme.

● (1430)

M. Broadbent: Madame le Président, mes amis à ma droite prétendent que . . .

Des voix: Vous n'avez pas d'amis.

M. Beatty: Vos amis sont en face.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. D'autres partis à la Chambre, à part l'opposition officielle, voudraient bien eux aussi poser des questions.

Des voix: Oh, oh!